

Référentiel général de l'écoconception des services numériques

Consultation publique

Réponse de Numeum

Remarques préliminaires

L'élaboration du référentiel général de l'écoconception des services numériques, prévue par l'article 25 de la loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 (« loi REEN »), est une étape nécessaire et attendue pour amplifier l'écoconception des services numériques et réduire l'empreinte environnementale de ces derniers.

Numeum salue la concrétisation de ce projet, qui permettra à terme de disposer d'un référentiel commun, partagé par tous les acteurs impliqués dans la conception de services numériques, et ce quel que soit leur secteur d'activité. Un tel référentiel partagé est clé pour atteindre l'objectif d'une écoconception « *by design* » de tous les services numériques prévu dans la feuille de route de décarbonation du numérique publiée en juillet 2023. A ce titre, la promotion et l'accompagnement à la mise en œuvre de ce référentiel seront importants pour garantir la diffusion des bonnes pratiques ; Numeum se mobilisera pleinement dans ce sens.

Si la mise en consultation publique du projet de référentiel est la bienvenue, Numeum regrette que la période de consultation des parties prenantes soit limitée à seulement six semaines : en effet, compte-tenu de l'intérêt et de l'ampleur de ce projet, un tel délai n'apparaît pas suffisant pour analyser le référentiel en profondeur et être en mesure d'apprécier chacun des 91 critères formalisés. Nous avons accueilli favorablement l'extension de la consultation jusqu'au 17 novembre ; néanmoins ce délai demeure insuffisant. A l'issue de la consultation, ce référentiel devrait être enrichi et coconstruit au maximum avec les acteurs pour garantir son applicabilité et sa pertinence. D'autres projets aussi structurants pour la réduction de l'empreinte environnementale du numérique ont fait l'objet d'une amélioration en continu avec les parties prenantes, et ce sur une période bien plus étendue. Il serait positif de reproduire ce mode d'itération pour ce référentiel.

Si les objectifs poursuivis par ce référentiel sont clairs et partagés, il serait utile pour les parties prenantes de préciser quelle sera son articulation avec les autres référentiels déjà existants, qu'ils émanent du secteur public (ex. référentiel général d'écoconception de services numériques de la Mission interministérielle Numérique responsable) ou d'initiatives privées (ex. AFNOR SPEC écoconception des services numériques), et plus largement avec les autres dispositifs qui sont actuellement mis en œuvre en matière d'empreinte environnementale du numérique (Enquête annuelle « Pour un numérique soutenable » de l'Arcep, mise en œuvre de la feuille de route de décarbonation, dispositif de transparence environnementale introduit dans le projet de loi « SREN », etc.). Des efforts de pédagogie pour une meilleure lisibilité, et de mise en cohérence sont nécessaires pour renforcer la compréhension des parties prenantes entre tous ces dispositifs et leur appropriation pour permettre ainsi de massifier le recours à ce futur référentiel.

Par ailleurs, il serait pertinent de prendre en compte les démarches volontaires et les obligations légales qui existent chez nos voisins (par exemple, les réflexions actuellement menées en Allemagne sur un éco-label des services numériques), ainsi que les initiatives en cours de mise en œuvre au niveau européen (par exemple à la directive Eco-design et ses lots X, 9 et 3), pour privilégier une approche harmonisée à l'échelle européenne et maximiser les impacts du référentiel.

S'agissant du périmètre et de la définition de la notion de service numérique, une clarification basée sur une typologie des services numériques existants serait opportune pour distinguer les services couverts par le référentiel de ceux qui ne le sont pas.

Questions de la consultation publique

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Les objectifs poursuivis par le référentiel apparaissent dans leur ensemble cohérents. Le second objectif relatif à « *la limitation des stratégies de captation de l'attention* » interroge néanmoins, ces stratégies constituant plutôt des outils marketing et non des éléments de structure et de programmation d'un service numérique.

S'agissant des 91 critères utilisés par le référentiel, il serait pertinent de s'assurer du caractère objectif de chacun de ces critères. A cet égard, le critère n° 1.1 (« *Le service numérique a-t-il été évalué favorablement en termes d'utilité en tenant compte de ses impacts environnementaux ?* ») soulève des interrogations : comment apprécier de manière objective et transverse l'utilité d'un service ? Il est nécessaire de disposer de critères concrets, objectifs, applicables de manière uniforme à chaque organisation, et qui permettent *in fine* d'analyser et de comparer valablement les résultats de chaque organisation. La notion d'utilité d'un service numérique apparaît pertinente pour la sphère publique : il est possible d'évaluer objectivement l'utilité d'un service au regard des objectifs poursuivis par le service public, de l'intérêt général, des politiques publiques prioritaires, etc. En revanche, cette évaluation est plus complexe pour la sphère privée : s'il est bien entendu nécessaire d'évaluer les impacts sociétaux de telle ou telle activité, l'utilité d'un service ne peut s'apprécier de manière uniforme et totalement objective. De même, la notion de « nécessité » abordée par les critères 8.10 et 8.11 apparaît subjective et difficilement mesurable. Par conséquent, il semble préférable d'intégrer au référentiel uniquement des critères techniques non-sujets à interprétation.

Par ailleurs, certains critères semblent redondants, notamment les critères 2.1 et 2.3 car l'examen de la conception (prévu par le critère 2.1) porte également sur l'architecture du service numérique (abordée par le critère 2.3).

Enfin, l'architecture retenue pour ce projet de référentiel met en lumière les responsabilités en matière d'écoconception qui incombent à chaque catégorie d'acteurs de la chaîne de valeur du service numérique. Il serait pertinent d'explicitier quelle(s) catégorie(s) d'acteurs est concernée(s) par chaque mesure du référentiel. Par exemple, certaines mesures affichées

dans la thématique « hébergement » relèvent en réalité de la compétence du donneur d'ordre ou de la personne qui met en place le service numérique.

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ?

Le système d'auto-évaluation proposé est intéressant dans une logique de déploiement volontaire et de promotion du référentiel.

La mise en place d'un score d'avancement, non-prescrite par l'article 25 de la loi REEN, soulève en revanche des interrogations : comment disposer d'un score dont le but est de pouvoir comparer les résultats de chaque organisation en présence de critères subjectifs tels que le critère 1.1 cité précédemment ? Quelle serait la valeur scientifique d'un tel score ?

Par ailleurs, dans un contexte de profusion des scores (ex. projet de « cyberscore »), comment concrètement réaliser cette notation lorsqu'une même organisation met en place différents services numériques ? Certaines entreprises du secteur numérique disposent de plusieurs dizaines voire centaines de services distincts : il semble dès lors peu réaliste en pratique de réaliser autant de scores d'avancement, de surcroît si chaque score est le produit d'une analyse de 91 critères.

Si un score d'avancement peut être utile sur le plan pédagogique, la question de la maturité d'un tel score reste ouverte. Il semblerait préférable d'attendre (i) que l'écosystème s'approprie et se familiarise avec ce nouveau référentiel et (ii) que les dispositifs de transparence environnementale déjà prévus entrent en vigueur (régime de transparence de la directive efficacité énergétique spécifique aux centres de données, dispositif introduit dans le projet de loi « SREN » spécifique aux services cloud) avant de mettre en place un score lié spécifiquement à ce référentiel. Lorsque la mise en place d'un score sera opportune, un travail de pondération des critères pourra être mené en lien avec l'écosystème, sur la base d'une analyse objective et scientifique partagée par tous.

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

La classification des 91 critères selon leur niveau de priorité et leur niveau de difficulté de mise en œuvre est une initiative très pertinente, qui permet de guider les organisations non-expertes dans leur démarche d'écoconception. L'évaluation de la difficulté de certains critères (ex. critère 8.12 sur la récupération de la chaleur fatale par les centres de données) pourrait toutefois être révisée pour coller au plus près à la réalité, et nécessiter une nouvelle phase spécifique de consultation.

Le travail de pondération, évoqué précédemment et qui pourrait être mis en œuvre une fois le référentiel suffisamment appréhendé par l'écosystème, pourrait tenir compte de cette classification selon le niveau de difficulté pour intégrer une notion « de marge de manœuvre

de progression ». Cela constituerait une incitation forte à mettre en place les mesures d'écoconception plus complexes mais à plus fort impact.

4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

Les critères autour de la mesure de l'impact environnemental des contenus multimédias apparaissent complexes à auditer. Il semble plus pertinent de calculer les impacts environnementaux à l'échelle du produit plutôt qu'à l'échelle de la fonctionnalité ou du service comme cela est envisagé par le référentiel.

5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Il est important de disposer de critères suffisamment flexibles et qui ne soient pas liés à une/des technologie(s) spécifique(s) pour s'assurer que le référentiel puisse s'inscrire dans le temps long et s'adapter aux évolutions technologiques, sans nécessité de le réviser à une fréquence trop importante.

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

De manière générale, il est pertinent que l'évaluation du niveau d'écoconception d'un service tienne compte d'autres impératifs, notamment en matière de sécurité numérique : certaines mesures de sécurité, qu'elles relèvent de bonnes pratiques ou de mesures prescrites par les autorités, ne sont pas toujours compatibles avec les mesures d'écoconception recommandées dans les référentiels. Tout système de notation de l'écoconception devrait tenir compte de ces impératifs légitimes.

De même, la possibilité de mettre en œuvre ou non certaines mesures d'écoconception peut dépendre de contraintes réglementaires : par exemple, la mesure 8.11, qui invite à s'interroger sur la pertinence ou non de la redondance du service numérique, pourrait ne pas être compatible avec des réglementations qui pèseraient sur le porteur de projet en matière de permanence et de redondance du service.

A propos de Numeum

Numeum est le premier syndicat professionnel des entreprises du numérique en France. Il regroupe les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés de conseil en technologies en France. Numeum représente 2 500 entreprises qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur en France (soit plus de 65 Md€ de chiffre d'affaires, 660 000 employés).